

VILLE DE BAYONNE

COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE

INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS

3 Avenue Jean Darrigrand

64100 BAYONNE

Type R – 3^{ème} catégorie

20 octobre 2022

— — — —

**COMMISSION COMMUNALE DE SECURITE ET
D'ACCESSIBILITE DE LA VILLE DE BAYONNE**

PROCES-VERBAL DE VISITE

I - OBJET DE LA VISITE

ETABLISSEMENT VISITE : INSTITUT DE FORMATION EN SOINS INFIRMIERS
ADRESSE : 3 Avenue Jean Darrigrand – 64100 BAYONNE
DATE DE LA VISITE : 20 octobre 2022
OBJET DE LA VISITE : Visite de contrôle périodique

II - PARTICIPATION A LA VISITE

Conformément au décret 95-260 du 8 mars 1995 relatif aux commissions consultatives de sécurité et d'accessibilité, la Commission communale de sécurité et d'accessibilité de Bayonne s'est réunie en application des dispositions des articles R-143-41, de l'article GE 3 et 4 de l'arrêté du 25 juin 1980, afin d'effectuer une visite de contrôle périodique.

1. MEMBRES DE LA COMMISSION AVEC VOIX DELIBERATIVE

Le Maire de la commune ou son représentant	Madame Sophie CASTEL
Le Directeur départemental des services d'incendie et de secours ou son représentant	Capitaine François FERRY

2. SECRETAIRE DE LA COMMISSION

Le fonctionnaire territorial de la Mairie de Bayonne	Monsieur Daniel CURUTCHET
--	---------------------------

3. RESPONSABLES DE L'ETABLISSEMENT

Le propriétaire	Bail emphytéotique Ville de Bayonne au profit du Centre Hospitalier de la Côte Basque
Le directeur	Monsieur CHOLON

4. ASSISTAIENT EGALEMENT A LA REUNION

La cadre supérieur coordinatrice	Madame Patricia Niant
Centre Hospitalier Côte Basque	Monsieur Christophe CASTELEIN

III - PRESENTATION GENERALE DE L'ETABLISSEMENT

1. DESCRIPTION

Présentation succincte :

Le bâtiment à R + 2 est composé :

- D'un rez-de-chaussée accueillant un hall, 2 amphithéâtres, des salles de cours, des chambres pour travaux pratiques, des locaux techniques ainsi que des bureaux de l'administration ;
- Le 1^{er} étage accueille des salles de classe pour travaux dirigés, une salle informatique, des chambres pour travaux pratiques ainsi que des bureaux administratifs ;
- Le 2^{ème} étage est composé de salles de cours, d'une salle informatique, le CDI et d'un local archives.

Implantation :

Le bâtiment est accessible à l'échelle à coulisse des sapeurs-pompiers et aux engins de secours depuis l'avenue Darrigrand.

Plancher bas du niveau le plus haut accessible aux secours inférieur à 8 mètres,

Isolement :

Le bâtiment est isolé des tiers par une distance supérieure à 8 mètres.

Construction et aménagements intérieurs :

- Structures stables au feu ½ heure,
- Planchers béton coupe-feu ½ heure.
- La charpente est traditionnelle, la couverture est en tuiles de terre cuite,
- La distribution intérieure est assurée suivant le principe du cloisonnement de type traditionnel.

Dégagements :

- 2 escaliers intérieurs encloisonnés totalisant 4 unités de passage desservent les deux étages,
- 2 escaliers à l'air libre desservent le seul 1^{er} étage,
- Au rez-de-chaussée : 8 dégagements totalisant 13 unités de passage permettent aux personnes de regagner l'extérieur.

Prise en charge des personnes en situation de handicap en cas d'évacuation :

- Au rez-de-chaussée : évacuation directe vers l'extérieur,
- Aux étages : une procédure est établie afin de prendre en charge en cas de sinistre les personnes en situation de handicap.

Ventilation : VMC

Désenfumage : Escaliers encloisonnés et désenfumés manuellement et mécaniquement (commandé depuis le CMSI à partir de la centrale située au droit du hall d'entrée).

Désenfumage naturel dans le hall du rez-de-chaussée.

Electricité : installations contrôlées par organisme agréé

Eclairage de sécurité : assuré par des blocs autonomes de sécurité.

Installation de gaz : néant

Chauffage : convecteurs chauffage central à circulation d'eau chaude (la chaufferie est isolée de l'établissement).

Locaux à risques : locaux de stockage réglementairement isolés

Les moyens de secours : SSI de catégorie A avec détection automatique d'incendie partielle qui équipe les locaux à risques, alarme de type 1 sans temporisation et renvoi de l'information au PC

sécurité du centre hospitalier de la côte Basque, les locaux suivants sont détectés : local informatique, local archives, stockages, local reprographie. Poteau incendie à proximité, plans et consignes de sécurité, personnel désigné, extincteurs.

2. EFFECTIFS ET CLASSEMENT

L'effectif théorique maximal des personnes admises simultanément est de 360 personnes.

- Etudiants : 328 personnes
- Personnel : 60 personnes (enseignements et administratifs)
388 personnes

Etablissement recevant du public de type R de 3^{ème} catégorie.

3. SITUATION ADMINISTRATIVE

L'établissement existant, partiellement réaménagé pour être occupé par l'IFSI, ouvert au public en octobre 2013, assujetti aux dispositions fixées par :

1. Le Code de la Construction et de l'Habitation, en particulier les articles L. 141-2 et L 143-2, R. 143-1 à R. 143-47, R. 184-4 et R. 184-5 ;
2. L'arrêté préfectoral n°64-2016-09-12-004 en date du 12 septembre 2016 portant approbation du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie du département des Pyrénées atlantiques,
3. Le Règlement de Sécurité relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Dispositions générales : arrêté du 25 juin 1980

Dispositions particulières : arrêté du 4 juin 1982 (type R)

Historique de l'établissement :

n° pièce	Date	Intitulé pièce	Localisation
1	17/12/2009	Avis favorable de la Sous-commission départementale dossier SI102 09 b0 081	FD
2	21/10/2010	Visite de réception par la commission communale AF	FD
3	03/10/2013	Visite de contrôle périodique par la commission communale de sécurité	FD
4	06/10/2016	Visite de contrôle périodique par la commission communale de sécurité	FD
5	17/10/2019	Visite de contrôle périodique de la commission communale de sécurité	FD

IV - CONTROLE DE L'ETABLISSEMENT

1. CONTROLE DES PRESCRIPTIONS ANTERIEURES

1- Absence du rapport de la visite quinquennale de l'ascenseur (celui-ci est en cours de rédaction). réalisé

2- Un BAES de l'amphithéâtre 1 est défectueux réalisé

3- Certaines portes des salles de cours et des amphithéâtres ne sont pas pourvues de boutons moletés. réalisé

4- La sortie vers l'extérieur du réfectoire est indiquée comme issue de secours, or celle-ci n'est pas conforme (présence d'une grille métallique en position fermée), au vu des effectifs accueillis cette évacuation n'est pas exigible. réalisé

5- Le sens d'évacuation du 1^{er} étage est indiqué vers les deux couloirs latéraux, or les portes de compartimentages positionnées sur ces évacuations s'ouvrent dans le mauvais sens réalisé

PRESCRIPTIONS PERMANENTES

- a) Tenir à jour le registre de sécurité de l'établissement conformément aux dispositions fixées par l'article R123-51 du code de la construction et de l'habitation.
- b) Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement. Remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques (<http://www.pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr/index.htm>) sous les rubriques "Votre sécurité / Les établissements recevant du public / Fiches d'entretien et de vérifications techniques des installations des E.R.P.". Dans votre cas, vous devez télécharger la fiche IP.001, IP.002, IP.003 (format pdf).
- c) L'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture, doit être affiché de façon apparente près de l'entrée principale.
- d) Respecter les dispositions des articles (articles L111-8, R 111-19-13 à R 111-19-15 du code de la construction et de l'habitation), lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du maire délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.
- e) Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement. (cf. articles R123-4 et 7 du code de la construction et de l'habitation)

2. DOCUMENTS PRESENTES ET ANOMALIES MAJEURES CONSTATEES

Vérifications techniques	Date	Organisme	Observations
Désenfumage (DF10) méca (débit, pression, vitesse)	08/22	DACOSTA	
Chauffage (CH 58) Conduit de cheminée (ramonage) Climatisation	2022	DALKIA	SO
Gaz (GZ 30)	30/11/22	APAVE	SO
Électricité (EL 19) Eclairage de Sécurité (EC15)	26/07/22 26/07/22 26/07/22	APAVE erp APAVE pt APAVE	SO 12 EIFFAGE + en interne annuel
Ascenseur (AS9) Entretien annuel (arrête interministériel du 18/11/04) Visite quinquennale par bureau de contrôle (AS9)	18/05/22	APAVE	SO
Moyens de secours (MS)			

Vérifications techniques	Date	Organisme	Observations
Poteaux d'incendie (débit à 1bar) Réserve (capacité/entretien) Colonne sèche (NF S 61 750) RIA Extincteurs (MS73)	08/22	DACOSTA	
Système de sécurité incendie contrat d'entretien (MS 68) formation du personnel au SSI	11/07/22	SIEMENS	SO
contrôle triennale par bureau de contrôle (MS73)	18/03/21	APAVE	SO
Système d'alerte téléphone urbain ligne directe			Présence tél urbain
Formation du personnel (MS48°)	Annuel	Responsable sécurité	Programme annuel
TYPE R (R33) exercice d'évacuation	09/12/2021		
Registre de sécurité			Présenté et renseigné

3. RESULTATS DES ESSAIS EFFECTUES PAR SONDAGE

Alarme : satisfaisant

Désenfumage : satisfaisant

Eclairage : satisfaisant

Détecteurs de fumées : satisfaisant

Recoupement : satisfaisant

Ferme porte : satisfaisant

Issues de secours : satisfaisant

4. ANOMALIES CONSTATEES LORS DE LA VISITE

- Manque de formation du personnel (désenfumage, SSI, extincteurs),
- Absence de procédure d'alerte et d'accueil des pompiers,
- les blocs de secours ne fonctionnent pas correctement,
- Absence d'une ligne téléphonique directe,
- l'effectif autorisé des deux salles « réfectoire » n'est pas respecté, absence du ferme-porte sur la porte,
- absence des ferme-portes sur les portes donnant dans le hall,
- présence de stockage devant la sortie de secours du local CESU,
- le sens d'ouverture des portes donnant dans le CESU et dans la zone des bureaux des cadres n'est pas adapté à l'effectif,
- Absence d'un BAPI dans le local TGBT,

- Absence d'un ferme-porte sur la porte d'accès du local IN 0057,
- Absence de coupure générale électrique d'urgence,
- la coupure électrique n'est pas mentionnée sur le plan général.

V - ANALYSE DES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE

L'établissement rapidement évacuable. Les opérations de maintenance sont correctement assurées. Le niveau de sécurité est satisfaisant.

VI - PRESCRIPTIONS

1. PRESCRIPTIONS MAINTENUES

Néant.

2. PRESCRIPTIONS NOUVELLES

1. Revoir les formations du personnel (désenfumage, SSI, extincteurs), (art. MS46, MS 49, MS72).
2. Revoir la procédure d'alerte et d'accueil des pompiers, (art. MS 47).
3. S'assurer du fonctionnement des blocs de secours, (EC15).
4. Mettre en place une ligne téléphonique directe, (art. MS70).
5. Limiter l'effectif des deux salles « réfectoire » à 19 personnes pour l'ensemble. Remettre en place le ferme-porte sur la porte, (CO38).
6. Mettre en place des ferme-portes sur les portes qui en sont démunies donnant dans le hall,
7. Laisser libre la sortie de secours du local CESU, (CO35).
8. Revoir selon les effectifs le sens d'ouverture des portes donnant dans le CESU et dans la zone des bureaux des cadres, (art. CO45).
9. Mettre en place un BAPI dans le local TGBT, (EL5).
10. Mettre un ferme-porte sur la porte d'accès du local IN 0057,
11. Mettre en place une coupure électrique d'urgence, (EL11).
12. Mentionner la coupure électrique sur le plan général (art. MS41).

Pour rappel :

Lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement, ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du maire délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

3. PRESCRIPTIONS PERMANENTES

- f) Tenir à jour le registre de sécurité de l'établissement conformément aux dispositions fixées par l'article R.143-44 du code de la construction et de l'habitation.
- g) Faire vérifier périodiquement, selon la réglementation en vigueur, les installations techniques de l'établissement. Remédier aux anomalies éventuellement relevées par les techniciens compétents et les organismes agréés intervenus. Le SDIS 64 a conçu des fiches qui peuvent aider les exploitants à mieux comprendre leurs obligations en matière d'entretiens et de vérifications périodiques des installations techniques et de sécurité. Elles sont disponibles sur le site Internet de la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques (<http://www.pyrenees-atlantiques.pref.gouv.fr/index.htm>) sous les rubriques "Votre sécurité / Les établissements recevant du public / Fiches d'entretien et de vérifications techniques des installations des E.R.P.". Dans votre cas, vous devez télécharger la fiche IP.001, IP.002, IP.003 (format pdf).
- h) L'avis relatif au contrôle de sécurité incendie prévu par les dispositions de l'article GE 5 dûment rempli par l'exploitant et sous sa responsabilité en fonction des renseignements figurant dans l'autorisation d'ouverture, doit être affiché de façon apparente près de l'entrée principale.
- i) Respecter les dispositions des articles (articles L.122-3, R. 122-7 à R. 122-9 du code de la construction et de l'habitation), lorsque des travaux sont prévus dans l'établissement. Ceux-ci ne peuvent être effectués qu'après autorisation du maire délivrée après avis de la commission de sécurité compétente.

- j) Maintenir parfaitement libres et accessibles, en toutes circonstances, les issues de secours de l'établissement. (cf. articles R.143-4 et 7 du code de la construction et de l'habitation)

VII - AVIS DE LA COMMISSION

La commission de sécurité émet un avis FAVORABLE au fonctionnement de l'établissement.

VIII - RAPPELS

1. PROCHAINE VISITE

Conformément aux dispositions de l'article GE 4 du règlement de sécurité du 25 juin 1980 précité, cet établissement doit être visité périodiquement par la présente commission au moins tous les 3 ans. A titre indicatif, la prochaine visite de contrôle périodique est prévue en octobre 2025.

Nota :

La commission se réserve le droit de décaler de quelques mois cette date pour des raisons de fonctionnement de la dite commission, tout en essayant de garantir la périodicité prévue à l'article GE 4.

2. OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT

La liste des prescriptions n'est pas exhaustive.

Article R.143-34 du code de la construction et de l'habitation :

"Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnes agréées dans les conditions fixées par l'arrêté du ministre de l'Intérieur ou des ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement".

Article R. 143-3 du code de la construction et de l'habitation :

"Les constructeurs, propriétaires et exploitants des établissements recevant du public sont tenus, tant au moment de la construction qu'au cours de l'exploitation, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes".

3. OBLIGATIONS DE L'AUTORITE DE POLICE

En application des dispositions de l'article R. 143-39 et 42 du code de la construction et de l'habitation, le maire (ou le fonctionnaire spécialement désigné à l'article R. 143-16 du code de la construction et de l'habitation) notifie le résultat de la visite périodique de contrôle et sa décision à l'exploitant soit par voie administrative, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

La Présidente de la Commission.
Sophie Castel

